**Eoliennes en mer : la cour des comptes européenne alerte sur un « dilemme écologique »**

[Ouest-France](https://www.ouest-france.fr/)[Jean-Marie CUNIN](https://www.ouest-france.fr/redaction/jean-marie-cunin/).Publié le 19/09/2023 à 16h59

****

L’organe de contrôle européen a publié un audit relatif au déploiement des énergies marines renouvelables. Le manque d’évaluation des conséquences sur l’environnement et les problématiques de cohabitation avec les pêcheurs sont pointés du doigt.

L’Union européenne met-elle la charrue avant les bœufs ? Dans le domaine florissant des énergies marines renouvelables (EMR), la réponse de la cour des comptes européenne semble être oui . Cet organe, créé en 1977 et basé à Luxembourg, a publié son audit sur ce sujet lundi 18 septembre 2023. Et sa conclusion est limpide : **« Dans l’ensemble, les auditeurs craignent que l’essor des EMR en Europe se fasse au détriment du milieu marin, au-dessus comme au-dessous du niveau de la mer »,** écrivent-ils dans un communiqué.

Ces énergies en mer, qui comptent surtout les éoliennes fixes ou flottantes, sont inégalement développées dans l’Europe. Nous avons analysé quatre pays. L’Allemagne et les Pays-Bas sont à la pointe. La France a inauguré son premier parc récemment (celui de Saint-Nazaire) et l’Espagne préfère investir dans d’autres technologies, résume Nikolaos Milionis, le rapporteur principal.

## 17 milliards d’euros en 15 ans

Mais une chose semble acquise : l’Europe compte beaucoup sur leur développement pour atteindre son ambition de neutralité carbone en 2050. L’audit de la cour des comptes rappelle les sommes investies dans les EMR : près de 17 milliards d’euros d’aide […] ces 15 dernières années .

En France, l’éolien en mer fait partie des solutions privilégiées pour accomplir la transition énergétique : en février 2022, Emmanuel Macron annonçait un objectif de 40 gigawatts (GW) en 2040. Nous en sommes aujourd’hui, avec cet unique parc ligérien, à… 0,48. Cette capacité française […] est à mettre en perspective avec les 7,7 GW d’éolien en mer en Allemagne et les 12,7 GW au Royaume-Uni, rappelle dans [une note publiée en avril 2023](https://kpmg.com/fr/fr/home/media/press-releases/2023/04/energie-eolienne-en-mer-en-france.html#:~:text=Cette%20capacit%C3%A9%20fran%C3%A7aise%20install%C3%A9e%20de,7%20GW%20au%20Royaume-Uni.) le cabinet d’audit KPMG.

**Lire aussi** : [Éoliennes en mer. La fondation Open-C, nurserie des futurs projets d’énergies marines](https://www.ouest-france.fr/mer/eoliennes-en-mer-la-fondation-open-c-nurserie-des-futurs-projets-denergies-marines-54b18886-4e1b-11ee-930d-65ce11740f9c)

Au niveau européen, l’objectif est d’atteindre 340 GW en 2050, dont 300 pour le seul éolien, le reste étant composé d’énergie dite océanique , comme l’exploitation des mouvements de la houle.

## Flottante plutôt que fixée

Mais ces ambitions ne semblent pas s’accompagner d’assez d’efforts pour analyser les conséquences, regrettent les experts. Tout d’abord, la Commission européenne n’a pas évalué les effets potentiels de ces technologies sur l’environnement. Ceux-ci vont du déplacement d’espèces aux changements dans la structure des populations, en passant par l’évolution des aliments disponibles ou la modification des schémas de migration , liste les auditeurs.

Concernant plus précisément les éoliennes, celles flottantes sont une technologie prometteuse pour les pays possédant des eaux profondes. Selon certaines études, elles permettent d’éviter la phase de construction, qui est la plus destructrice, analyse l’une des autrices du rapport (la cour des comptes européennes requiert de ne pas la nommer).

En France, la seule éolienne flottante raccordée se trouve juste à côté du parc d’éoliennes posées de Saint-Nazaire. Une ferme pilote de trois éoliennes est aussi en cours d’assemblage à une vingtaine de kilomètres au large de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

Cohabitation avec les pêcheurs

Le manque de recul sur les conséquences sociales est aussi pointé du doigt, notamment le partage des façades maritimes avec les autres activités. Et elles sont nombreuses en Europe : le fret intense en mer du Nord, les efforts de préservation de l’environnement, et bien sûr la pêche, liste cette auditrice.

Les conflits avec les pêcheurs en particulier restent souvent dans l’impasse, et l’opposition aux EMR se ravive dès qu’un projet est évalué, notent les auditeurs européens. La Commission n’a encore jamais quantifié les principaux effets économiques qu’aurait le développement des EMR sur la pêche, assènent-ils dans le rapport d’audit. En France, les consultations sur les futures zones pouvant accueillir des projets ne suffira probablement pas à empêcher les conflits, qui se raviveront dès que les projets seront attribués individuellement à telle ou telle entreprise, alerte la coautrice du rapport.